



FAITS SAILLANTS

En 1982-83, la dépense générale brute du gouvernement fédéral a grimpé à \$94 milliards, soit 20 % de plus qu'en 1981-82. L'accroissement comprenait une hausse de 29 % dans les dépenses concernant les services sociaux (en particulier l'assurance-chômage et les versements aux personnes âgées), de même qu'une augmentation de 27 % dans le cas des transports et communications, de 15 % au chapitre de la protection des personnes et des biens, de 14 % dans le domaine de la conservation des ressources et du développement industriel, et de 12 % au titre du service de la dette.

Par contre, le revenu général brut n'a progressé que de 2 % pour s'établir à \$74.3 milliards. Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés ont fléchi de 12 %. Le produit des taxes générales de vente a reculé de 5 % surtout à cause d'une demande moindre de biens durables et de matériaux de construction, ainsi que d'un volume plus restreint d'investissements dans les machines et le matériel. Le produit des droits de douane à l'importation a diminué de presque 18 %.

Ainsi, en 1982-83, le déficit fédéral atteignait \$19.7 milliards, montant trois fois plus élevé qu'en 1981-82.

Les dépenses accrues en paiements d'intérêts dénotaient la croissance de la dette fédérale non échue, qui est passée de \$92.3 milliards en 1981-82 à \$115.5 milliards en 1982-83.